



Revue de Presse 5 février 2013

LUTTES SOCIALES : PETROPLUS, PSA

AFP Infos Françaises

lundi 4 février 2013 - 16:17:46 GMT

Petroplus: le PG appelle le gouvernement à "prendre ses responsabilités"

PARIS, 04 fév 2013 (AFP) - - Le Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc **Mélenchon** a demandé lundi que le "gouvernement prenne ses responsabilités" dans le dossier de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime).

"C'est ce que se demandent les 550 salariés de Petroplus alors que demain, (mardi) 5 février, est la date limite de dépôt des offres de la part des repreneurs potentiels", écrit le PG dans un communiqué.

"Les salariés, en lutte depuis près d'un an, en appellent à la volonté politique du gouvernement pour sauver le site de Petit-Couronne. Ils appellent Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, à prendre ses responsabilités, à oeuvrer à une véritable politique de soutien de l'Industrie en France et, aujourd'hui plus que jamais, à tenir l'engagement qu'il avait pris de tout mettre en oeuvre pour sauver la raffinerie", ajoute le parti.

"Ils revendiquent également la nationalisation du site et la création d'un pôle public de l'énergie dans lequel le raffinage serait intégré", selon le PG.

Paris-Normandie

Vernon Les Andely-Gisors

On en parle aujourd'hui, mardi 5 février 2013, p. Vernon Les Andely-Gisors_4

Petroplus : l'ultime attente - Un travail « d'arrache-pied »

Industrie. Alors que les candidats ont jusqu'à ce soir pour déposer leurs offres de reprise, les salariés de Petroplus rappellent l'Etat à ses engagements.

ST. S.

Bien que coupée sur l'heure du midi par un rassemblement qu'ils espèrent le plus large possible aux portes de la raffinerie de Petit-Couronne - le PS a décidé hier de s'y associer, tout comme le Parti de gauche par l'intermédiaire d'Eric Coquerel, le conseiller spécial de Jean-Luc **Mélenchon** - la journée sera longue, très longue pour tous les salariés de Petroplus. Y aura-t-il ce soir, une, deux, voire trois offres de reprise ? Les candidats éventuels au rachat de l'usine ont jusqu'à 17 heures pour se déclarer auprès des administrateurs judiciaires nommés par le tribunal de commerce. « Il y a toujours plusieurs sociétés en lice, pas forcément sous les formes connues jusque-là », expliquait la

semaine passée Yvon Scornet, le porte-parole de l'intersyndicale.

Accompagné d'une délégation de salariés, Yvon Scornet devait être reçu à Matignon hier soir pour une réunion avec des représentants de différents ministères (lire ci-dessous). C'est qu'en haut lieu - jusqu'au sommet de l'Etat - le dossier Petroplus serait suivi avec une attention particulière. En visite dans l'Eure début janvier, François Hollande avait assuré aux salariés que l'Etat ferait son « devoir » tout en précisant qu'il ne pourrait être « le repreneur ». « Lors de notre entretien avec lui à Val-de-Reuil, rappelle Yvon Scornet, le président de la République a parlé de possible intervention minoritaire des fonds d'investissements. Et bien, si cela doit permettre de boucler un dossier, que ce soit fait. Le gouvernement parle de priorité faite à l'emploi. Nous le prenons au mot », explique le représentant syndical.

A ce jour, trois dossiers de reprise seraient toujours dans les tuyaux (notre édition d'hier). L'un porté par NetOil, l'autre par une compagnie irakienne (Jabs Gulf Energy Ltd) et un troisième par une société iranienne. « Que le gouvernement fasse en sorte que dans les offres déposées, une puisse obtenir la cession », souligne Yvon Scornet regrettant, au passage, que « le gouvernement ait tout fait pour écarter toute offre de la part d'une société iranienne [Tadbir Energy Development Group, N.D.L.R.] alors que cette offre, non seulement n'était pas contraire à l'embargo mais était une réponse aussi à d'autres sociétés françaises mises en difficultés actuellement ».

Ce mardi matin, tous les salariés de Petroplus et leur famille retiennent leur souffle, espérant qu'une solution puisse aboutir - enfin - après que le Tribunal de commerce aura étudié le ou les offres. « Faisons de cette dernière étape la marche ultime vers la victoire. Si une solution n'est pas trouvée, assure Yvon Scornet, les salariés de Petroplus parleront d'un autre ton. »

ST. S.

« L'Etat parle de priorité faite à l'emploi. Nous le prenons au mot »

Après des mois d'incertitude et d'angoisse, une nouvelle journée d'attente commence (photo d'archives)

Interrogé en fin de semaine dernière sur l'avenir de Petroplus, Arnaud Montebourg expliquait la position du gouvernement : « Nous nous battons depuis des mois pour construire, soutenir les repreneurs qui viennent avec des offres sérieuses ».

Les offres en question sont-elles « sérieuses » et crédibles aux yeux du ministre du Redressement productif ? « Un certain nombre ont été écartées et éliminées parce qu'elles ne l'étaient pas. Nous attendons des nouvelles d'une offre et j'espère qu'ils auront trouvé les fonds pour financer la réindustrialisation du site de Petroplus. C'est notre espoir, nous y travaillons d'arrache-pied et cela fait huit mois, ajoute Arnaud Montebourg, que nous sommes sur le dossier sans désespérer. Nous souhaitons conserver ce site parce que s'il venait à fermer, nous perdriions - nous aurions perdu en quelques années - 30 % de nos capacités de raffinage en France ». Une perspective que refuse le ministre du Redressement productif.

AFP Doc

lundi 4 février 2013 - 10:28:15 GMT

La grève continue à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois

BOBIGNY (AFP) - La grève qui paralyse l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis la mi-janvier se poursuivait lundi matin, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

"La grève continue, il y a toujours autant de grévistes (environ 440, selon la CGT, ndlr) et la direction n'a pas eu la force de redémarrer les chaînes", a indiqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué du syndicat CGT (28%) qui a appelé à la grève, rejoint par SUD (10%) et la CFDT (4,9%).

"Il y a toujours un absentéisme très élevé", a pour sa part indiqué une porte-parole de la direction, selon laquelle des oeufs ont été jetés par des grévistes, qui ont également fait éclater des pétards dans les ateliers.

"Il n'y a pas de production aujourd'hui et la situation est tendue", a également dit Brahim Loujahdi,

délégué CFTC, à l'AFP, décrivant l'explosion de "pétards au ferrage", l'un des trois ateliers de l'usine.

Les autres syndicats de l'usine, dont le syndicat maison majoritaire SIA (40% aux dernières élections sur une liste commune avec la CFTC), FO (12%) et la CFE-CGC (4%) ont appelé il y a dix jours à une reprise du travail et dénoncé des "pressions" sur les non grévistes.

L'usine, qui emploie 2.800 personnes, doit fermer en 2014 dans le cadre d'un vaste plan de restructuration prévoyant la suppression de 8.000 emplois auxquels doivent s'ajouter 1.500 départs naturels non remplacés, annoncé en juillet.

Quatre ouvriers soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier sont convoqués mardi en début d'après-midi pour un entretien en vue de leur licenciement.

Un rassemblement de soutien est prévu à partir de 13h30 sur le parking de l'usine, avec Pierre Laurent et Marie-George Buffet, secrétaire national et députée du PCF, Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, Olivier Besancenot, ex-candidat du NPA à la présidentielle de 2007, et Nathalie Arthaud, ex-candidate Lutte ouvrière à la présidentielle de 2012, ainsi que des élus locaux communistes et socialistes, selon M. Mercier.

CONGRES PCF

AFP Infos Françaises

mardi 5 février 2013 - 07:15:02 GMT

36e congrès du PCF: "rassembler" à gauche pour peser face au PS

PARIS, 05 fév 2013 (AFP) - - En bisbille avec le PS à un peu plus d'un an des élections municipales et européennes, le PCF, qui tient à partir de jeudi son 36e congrès, entend donner de la voix et appellera à "rassembler et mobiliser" les forces de gauche au delà du Front de gauche pour peser face aux socialistes.

"Ce congrès va marquer une étape supplémentaire et significative de l'avancée de la transformation du parti", assure Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui parle de "communisme de nouvelle génération".

"C'est vraiment le congrès de 2008 qui a marqué ce changement avec la stratégie de rassemblement qui a débouché sur le Front de gauche" (FG), explique Pierre Laurent. Le PCF est l'une des principales composantes du FG avec le Parti de gauche de Jean-Luc **Mélenchon**.

Du Front de gauche, il devrait en être question durant le congrès ainsi que des relations souvent tendues du parti avec le PS. Le Parti socialiste, très critique vis-à-vis d'un PCF qui a retoqué plusieurs de ses projets de loi au Sénat, a demandé récemment au Parti communiste de se désolidariser des propos de Jean-Luc **Mélenchon**.

"Je souhaite que ce soit un congrès utile par ses propositions à la réussite de la gauche", a déclaré dimanche Harlem Désir, Premier secrétaire du PS.

"Notre positionnement est très, très clair", dit en souriant Pierre Laurent avant d'ajouter: "Le cap actuel de la politique gouvernementale ne nous convient pas. Nous n'acceptons pas la perspective de l'échec d'une politique de gauche".

Quant aux remontrances du PS, le patron des communistes relève que "personne ne rassemblera la gauche en lui demandant de s'aligner sur les décisions de l'un ou de l'autre".

"L'heure est à la mobilisation des forces qui ont attendu un changement qui ne vient pas", ajoute M. Laurent.

Il ne ferme d'ailleurs aucune porte, avouant même "partager en tout point l'argumentaire de

+maintenant la gauche+ (aile gauche du PS animée par Emmanuel Morel)". Les portes ne sont pas fermées non plus pour les élections municipales de 2014.

"Il faut regarder la situation de chaque ville", explique Pierre Laurent, qui "ne préfigure pas de la constitution des listes". Le PCF compte plus de 8.800 élus municipaux dont 28 maires de villes de plus de 30.000 habitants et 50 maires de villes de 10.000 à 29.999 habitants.

Il s'agit souvent de listes d'alliance avec le PS. "La bataille que nous allons mener pour changer la politique du gouvernement est le meilleur service qu'on puisse rendre à la gauche pour les municipales", assure Pierre Laurent, persuadé que la droite et l'extrême droite "n'attendent que ça, surfer sur la déception" des électeurs de gauche.

Tranquillité

La même année auront lieu les élections européennes. "Les deux élections n'ont pas le même objet mais sont toutes les deux importantes", estime le numéro un du PCF, "favorable" à la candidature de Jean-Luc **Mélenchon** s'il le souhaite.

Le sénateur PCF promet "un congrès uni comme on n'en a pas eu depuis très longtemps". "Je ne sais pas si un secrétaire national du PCF a eu autant de chance que moi: aborder le congrès avec tranquillité".

Pierre Laurent aborde le congrès avec d'autant plus de tranquillité qu'il devrait être réélu dimanche sans problème puisque seul candidat à sa succession.

Le PCF compte 134.000 adhérents (dont 54% à jour de leur cotisation). Il est représenté par deux députés européens (plus une apparentée), sept députés et dix-neuf sénateurs.

Une centaine de délégations étrangères sont attendues à ce congrès, aux Docks de Paris à Saint-Denis-La-Plaine (Seine-Saint-Denis), ainsi que les représentants des partis politiques de gauche et des organisations syndicales.

kap/sm/bfa

Mediapart (site web)

France, lundi 4 février 2013 - 20:13:41+01:00

Le Front de gauche fait bloc, mais met les municipales sous le tapis

Stéphane Alliès

Paris - « Le Front de gauche est mis en ligne pour partir à la bataille. » Par ces mots, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, imprime ce lundi le rythme du congrès communiste qui doit se tenir ce week-end à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Un congrès sans autre enjeu que le renouvellement des directions, locales comme nationale, et des débuts de discussions autour des futures municipales. Car pour le reste, assure Laurent, « le parti n'a pas été aussi uni depuis bien longtemps ». Et notamment autour des textes adoptés le week-end du 26 janvier dernier, par le conseil national et la coordination du Front de gauche.

Deux textes, dits d' « orientation stratégique » - lire ici - et de « fonctionnement » (ce dernier encore flou réaffirme les pistes lancées en décembre dernier - lire notre article), ont ainsi été adoptés à l'unanimité des instances du rassemblement de l'autre gauche. Avec la volonté affirmée d'être « l'aile marchante de la volonté de changement qui s'est exprimée » avec l'élection de François Hollande en mai 2012. Et un constat, implacable : « Le candidat socialiste n'avait-il pas été amené à désigner la finance comme son principal adversaire et fixer une renégociation comme condition préalable à la ratification du traité européen ? Ce n'est pas la voie suivie aujourd'hui par le gouvernement. La question du changement reste donc entière. »

Ajoutée à sa campagne contre l'austérité (qui prévoit meetings et marches de soutien pour promouvoir 25 propositions inspirées du programme présidentiel L'humain d'abord - lire ici -, notamment une réforme profonde de l'impôt sur le revenu, augmentation du Smic à 1 700 euros brut, salaire maximum, refus d'appliquer la règle d'or de 3 % des déficits publics imposée par le TSCG...), la cohésion entre les neuf forces du Front de gauche semble intangible. Au grand plaisir de Jean-Luc **Mélenchon**, qui s'est félicité sur son blog de l'étanchéité des digues de la gauche non-gouvernementale, face aux tensions croissantes avec le PS, qu'il résume ainsi : « Taper en faisant un chantage aux municipales sur le Parti communiste. »

« Dans l'imaginaire bureaucratique du Parti des situations acquises et des places disponibles, le monde entier est censé être à son image un ramassis de carriéristes effrénés, écrit **Mélenchon**. Pour eux, donc, les sortants communistes sont supposés être plus accommodants. L'idée de diviser PCF et PG se limite à cela. La manœuvre est si grossière et donne des résultats si contre-performants qu'il faut commencer à se demander si ce n'est pas un coup de billard à deux bandes. En effet la façon qu'a le PS de parler au PCF est si grossière, si vulgaire et la ficelle finale est si grosse ! (...) Car plus ils parlent et plus la cohésion du Front de gauche contre les maîtres-chanteurs et le dégoût de leurs méthodes s'accroissent. » En cause, les déclarations répétées du secrétaire du PS aux relations extérieures, le sénateur Luc Carvounas (proche de Manuel Valls), à l'encontre des communistes (lire ici ou ici). « C'est évident que pour les négociations et les discussions, il vaut mieux le contourner », soupire son homologue du PCF, Francis Parny.

Mais pour Pierre Laurent, ainsi qu'il l'a redit ce lundi, « nous ne sommes ni dans l'alignement derrière les socialistes à leurs conditions, ni dans la construction d'un camp contre les socialistes ». Il s'agit plutôt, dans un jargon propre au syndicalisme, de « multiplier les initiatives pour obtenir des "bougés" de la politique gouvernementale ». Et donc, comme le dit le texte d'orientation du Front de gauche, « agir pour des rassemblements majoritaires », en profitant des « débats qui parcourent les forces de gauche (gauche du PS, EELV), (afin) qu'elles déterminent d'autres choix, et permettent d'aboutir à des victoires, même partielles ».

« Nous ne fermons aucune porte »

Si tout le monde s'accorde sur les futures élections européennes de juin 2014, où personne ne conteste à **Mélenchon** la tête d'une liste qui sera probablement nationale (le découpage en grandes eurorégions devant être abandonné), la question de l'attitude à tenir pour les futurs scrutins municipaux paraît plus ambiguë. « L'objectif est d'empêcher la reconquête de la droite et de l'extrême droite, et donc de faire élire et réélire un maximum de majorités municipales, dit Pierre Laurent, en faisant en sorte que ces majorités soient imprégnées de projets de gauche. Listes communes dès le premier tour ou au second tour, dans un cadre national unique ou pas, nous verrons, ajoute-t-il. Nous ne fermons aucune porte. »

Un membre du Front de gauche, adhérent de la Fase, ne se satisfait pas franchement du « sentiment général voulant qu'on fasse confiance au PCF pour les municipales, et à **Mélenchon** pour les européennes. Ne serait-ce que parce qu'il n'est pas sûr, au vu des résultats locaux de ces dernières années, qu'il faille faire confiance aux communistes pour les municipales... » Le secrétaire national du Parti de gauche aux relations extérieures, Éric Coquerel, voit lui une avancée, qu'il décrit sur son blog, dans les dernières discussions du Front de gauche : « Même si nous renvoyons à d'autres discussions le soin de définir "les formes concrètes des rassemblements permettant de réaliser ces objectifs", nous affirmons que "l'urgence de rompre avec les politiques d'austérité" traversera les municipales. »

Pierre Laurent ne veut toutefois pas « préfigurer à l'heure qu'il est la composition des listes ». Et d'expliquer : « Il faut regarder les contextes dans chaque ville, et poser des questions claires pour bâtir un socle commun. Sur le droit de vote des étrangers, les engagements sur le logement social, ou la réforme des collectivités locales, comme des projets de métropoles à Paris, Marseille ou Lyon », dont il ne se satisfait pas du tout. Lui ne cache pas que ces municipales « de proximité » sont « très structurantes pour les citoyens ». Et aussi pour le PCF, qui compte aujourd'hui 28 maires dans

des villes de plus de 30 000 habitants, 50 maires dans des villes entre 10 000 et 30 000 habitants, et 8 007 conseillers municipaux, dont 2 397 maires adjoints.

FRONT DE GAUCHE EDUCATION

Mediapart (site web)

France, lundi 4 février 2013 - 10:52:42+01:00

Education: le Front de gauche passe sur le gril le projet Peillon

Lucie Delaporte

Paris - Évidemment le calendrier ne doit rien au hasard. Réuni la semaine passée à la bourse du travail de Saint-Denis, alors que s'organisait une nouvelle mobilisation d'enseignants du primaire, le groupe Front de gauche sur l'éducation n'a pas caché son intention de répondre aux mécontentements ambiants. Une grève d'enseignants réputés à gauche contre un gouvernement socialiste, l'occasion était trop belle...

Créé il y a un an et demi, le groupe éducation du parti de Jean-Luc **Mélenchon** ne s'était pas beaucoup fait entendre depuis l'élection de François Hollande. Il assure avoir d'abord voulu observer les premiers pas du gouvernement sur l'école. Quelques jours après la présentation du projet de loi Peillon en conseil des ministres, il compte maintenant faire entendre sa différence. Et d'abord écarter ce qui, aux yeux de ce collectif, relève de faux débats. « La réforme des rythmes scolaires tape à côté des vrais problèmes », prévient d'entrée de jeu le sociologue Bertrand Geay. On ne saura donc pas la position du Front de gauche sur cette « fausse question » qui focalise toute l'attention depuis des mois.

Pour ce collectif de chercheurs militants, la loi Peillon passe d'ailleurs en grande partie à côté des vrais sujets. Malgré la priorité à l'école décrétée au sommet, la déception est là. Sur l'éducation prioritaire, où le projet du gouvernement paraît encore bien flou, ils affirment par exemple qu'une véritable réponse politique aurait nécessité des compensations entre territoires « qui ne sont pas à l'ordre du jour ». Rien, selon eux, ne vient non plus répondre aux problèmes de concurrence entre établissements, de ségrégation et de concentration sur un même territoire de toutes les difficultés.

« La libéralisation de la carte scolaire a aussi été voulue par une certaine gauche, rappelle le sociologue Choukri Ben Ayed. Or, sur le site du ministère, on explique à la fois que l'assouplissement est négatif et que ces dispositions ne sont toujours pas abrogées. » Alors qu'il faudrait clairement s'inscrire en faux contre les logiques de libéralisation du marché scolaire, « qu'attend le ministre pour réintroduire des mécanismes de régulation ? » a-t-il lancé.

Présent dans la salle, le chercheur en sciences de l'éducation Jean-Yves Rochex déplore aussi que « le gouvernement n'a(it) pas été fichu de supprimer » les internats d'excellence, censés offrir un salut scolaire aux jeunes « méritants » des quartiers populaires. Cette création du gouvernement Sarkozys'est révélée à la fois très coûteuse et idéologiquement problématique (lire notre article sur le sujet). Le dispositif ECLAIR - ces établissements de l'éducation prioritaire qui fonctionnent avec un statut dérogatoire (recrutement par le chef d'établissement, primes individuelles, etc., lire ici) - n'a lui non plus toujours pas disparu du paysage. Et ce, malgré les critiques à son endroit lancées pendant la campagne présidentielle par l'équipe Peillon.

« La loi consiste pour l'essentiel à amender et revenir en arrière »

Alors que la gauche a sa part de responsabilité dans le creusement des inégalités territoriales induites par des lois de décentralisation dans l'éducation, ce thème des inégalités territoriales est revenu à maintes reprises comme étant un autre angle mort du projet de loi Peillon. « La concertation de cet été a montré que les moyens vont de 1 à 10 (enquête sur les écoles primaires, l'écart concerne les crédits de fonctionnement) et on fait finalement comme si cela n'existait pas »,

a regretté Gérard Aschieri, l'ancien dirigeant du Snes.

Pour le Front de gauche, le gouvernement ferait également fausse route sur la question de l'orientation en voulant régionaliser la carte des formations. En clair, chaque région proposera désormais des formations aux élèves en fonction de son tissu économique et, sans doute, des besoins locaux. « C'est une conception à courte vue et fautive de la relation entre emploi et formation, a critiqué l'ancien leader syndical, ces jeunes vont exercer des métiers qui changent tous les dix ans. »

Le maintien du « socle commun » - ce que tout élève doit avoir acquis en fin de scolarité obligatoire, instauré par la loi Fillon de 2005 -, est lui aussi critiqué comme « un choix inégalitaire » par le chercheur en sciences de l'éducation Stéphane Bonnery qui y voit une sorte de « smic éducatif » pour les élèves les plus fragiles.

Même le retour à une formation initiale pour les enseignants, qui va absorber dans le projet de loi 27 000 postes sur le quinquennat, ne trouve pas grâce à leurs yeux. « Bien sûr, par rapport à la catastrophe de la masterisation, il y a une forme de soulagement, on reparle de former les enseignants », admet Bertrand Geay, qui estime néanmoins que le projet ne prévoit finalement qu'un retour à la situation antérieure avec des IUFM rebaptisés : « On ne se donne pas réellement les moyens d'une formation progressive et on continue d'utiliser les professeurs stagiaires comme des forces d'enseignement. »

Après un quinquennat particulièrement agressif contre l'école, suffit-il de vouloir réparer ? « La loi consiste pour l'essentiel à amender et revenir en arrière. Et encore pas sur tout ce qui est en soi un problème », pointe ainsi Gérard Aschieri. « Sur la scolarisation des tout-petits, on va arriver à 19 % de taux de scolarisation avec ce qui est proposé (les postes annoncés dans les ZEP - ndlr). Ce n'est pas au niveau d'avant Sarkozy où l'on était à 30 % de scolarisation des moins de trois ans. »

Se défendant d'être uniquement dans la critique, François Cocq, secrétaire national à l'éducation, a voulu montrer que le Front de gauche avait bien « un projet alternatif » pour l'école. « Ce n'est pas vrai qu'on a été au maximum des possibilités, Cette priorité bute sur le mur de l'austérité », explique-t-il, rappelant que les 60 000 postes créés dans l'éducation nationale se feront par des coupes dans l'ensemble des services publics. « Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'il suffit de changer l'école pour changer la société. L'éducation, ce n'est pas un îlot dans un océan capitaliste », précise-t-il. Il est aberrant selon eux de parler des rythmes scolaires sans parler aussi « du temps des salariés, du temps des familles » .

En se donnant plus de marges de manœuvre budgétaire (le Front de gauche propose que le budget de l'éducation nationale passe de 5,6 à 7 %), estiment-ils, le gouvernement aurait pu répondre aux « urgences » que représentent « ces 23 000 précaires de l'éducation nationale », mais aussi mettre en œuvre une politique plus ambitieuse de pré-recrutement et « doubler le budget de l'enseignement professionnel ». Pour retrouver un peu d'air, le collectif propose par exemple de supprimer la loi Carle qui accorde d'importants crédits à l'enseignement privé.

Alors que la loi d'orientation et de programmation sur l'école arrive à l'Assemblée mi-mars, le Front de gauche promet de ne pas faire de la figuration dans l'hémicycle. Après tout, comme l'a souligné Christine Passerieux, secrétaire du groupe français d'éducation nouvelles (GFEN) : « C'est aussi avec nos voix que François Hollande a été élu. »

Le Parisien

Val-d'Oise, lundi 4 février 2013, p. 95_T_15

Logement

Le Parti de gauche traque les locaux vides

Quentin Laurent

Le mouvement liste les logements vacants afin d'inciter l'Etat à les réquisitionner. Samedi, ils ont visé une clinique abandonnée de Soisy.

Ils sont cinq militants du Parti de gauche à être venus braver la bruine, samedi matin, dans une petite rue de Soisy-sous-Montmorency, tout près du lac d'Enghien-les-Bains, pour afficher leur banderole « Réquisition » devant une clinique à l'abandon. Quelques drapeaux de leur parti et deux pancartes pour symboliser la prise de cette bâtisse vacante depuis des années.

« Nous aussi, on veut participer aux réquisitions d'immeubles vacants », pérore Patrice Lavaud, coresponsable du Parti de gauche dans le département, en référence aux récentes actions parisiennes de Droit au logement (DAL) et de Jeudi noir, qui veulent mettre la pression sur le gouvernement pour accélérer les réquisitions d'immeubles vacants pour héberger des mal-logés.

La polyclinique du lac d'Enghien, vide depuis « cinq ans et demi » selon un militant, contiendrait « 40 à 50 chambres pouvant loger des sans-abri », estime-t-il. L'objectif de cette intervention - à aucun moment ils ne réquisitionneront vraiment eux-mêmes le lieu - est de « préparer un book d'adresses de lieux vides » pour les remettre au gouvernement. Le cabinet de François Hollande, en visite vendredi dans le Val-d'Oise avec Cécile Duflot justement sur le thème du logement, leur a assuré qu'il étudierait toute liste qui lui serait envoyée.

Il attend des actes concrets du gouvernement

« On en a déjà repéré une vingtaine rien que dans la vallée de Montmorency », avance Patrice Lavaud, citant notamment un ancien hôpital de jour, l'hôpital privé d'Enghien, mais aussi un ancien tribunal à Pontoise ou encore de nombreux bureaux de poste laissés à l'abandon. La ministre du Logement, Cécile Duflot, a lancé en décembre un programme de réquisitions dans le cadre de son plan hivernal pour permettre de reloger les sans-abri et mal-logés. Au 21 décembre, 124 adresses avaient déjà été repérées en Ile-de-France et étaient en cours de réquisition (voir ci-contre), mais rien n'a été dévoilé à ce sujet dans le Val-d'Oise.

Tous affublés d'une écharpe rouge, les militants du Parti de gauche jugent la procédure « trop lente ». « On attend les actes, il y a urgence, c'est en ce moment que les gens crèvent de froid », reprend Patrice Lavaud, déplorant l'absence d'acte concret du gouvernement pour répondre au manque de logements. « Il y a une non-assistance à personne en danger! » lâche un militant. « On va se donner un mois pour constituer notre dossier avec adresses et photos », poursuit Sylvie Cocher, l'autre coresponsable du parti dans le Val-d'Oise.

Selon le rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre, 685000 personnes sont dépourvues de logement personnel en France (dont 133000 sans domicile fixe), mais, au total, 3,6 millions sont « non ou mal logées » et plus de 5 millions sont « fragilisées » par la crise du logement.

Ouest-France

Notes Politiques, lundi 4 février 2013

Logement : « Un scandale » selon le Parti de gauche

Pour le Parti de gauche des Côtes-d'Armor, « de trop nombreux Costarmoricains sont logés dans des conditions indignes et les propriétaires « marchands de sommeil » agissent, souvent dans l'ombre, pour exploiter la misère de ceux qui n'ont pas la force de les dénoncer ». Selon lui, tous les

indicateurs concernant le logement sont au rouge : « Ce n'est plus une crise, c'est un scandale insupportable ».

Parmi ses propositions l'abrogation « des mesures antisociales » de la loi Boutin, le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs, la suppression des aides fiscales aux investisseurs privés ou encore l'arrêt des expulsions.

La Nouvelle République du Centre-Ouest
EN BREF, mardi 5 février 2013, p. 20
CHATELLERAULT Et son pays

En bref

POLITIQUE Culture : le Parti de gauche s'exprime à son tour

fbastard

Dans le débat sur la culture à Châtellerault, Cédric Mulet-Marquis, secrétaire du **comité Châtellerault Nord-Vienne du Parti de gauche**, s'exprime à son tour : « C'est sans doute la période des soldes qui conduit le maire de Châtellerault à vouloir brader la culture. Le remplacement de l'association Accord par un Epic serait un mauvais coup pour la vie culturelle châtelleraudaïse. La programmation d'une saison culturelle ne doit pas être guidée par des considérations de rentabilité mais seulement par la qualité des spectacles proposés. Il n'est pas admissible qu'un terme soit mis à la mission des personnes qui travaillent pour l'association Accord [...] Le Parti de gauche dénonce aussi un renoncement de plus du Président de la République [...] : contrairement aux engagements de la campagne présidentielle, le budget de la culture connaît une baisse sans précédent de 4,3 % [...] ».

Midi Libre

BEZIERS; SETE

mardi 5 février 2013

Urgences d'Agde : Richard Rey invite les Agathois à signer la pétition

Les réactions, notamment politiques, se multiplient dans le dossier de non-attribution d'un service d'urgence à l'hôpital d'Agde. Dernière en date, celle de Richard Rey, candidat à la candidature pour le **Parti de gauche** en vue des prochaines municipales.

« L'hôpital d'Agde se voit détourner son service d'urgence public, aux profits de la clinique privée Pasteur de Pézenas. Malgré ses 50 000 habitants à l'année, et ses 250 000 habitants l'été, notre canton n'a pas le droit d'avoir ses urgences. Quelle taille devons-nous atteindre pour disposer d'un service public de santé digne de nos cités ? » Et Richard Rey d'égratigner au passage la directrice de l'Agence régionale de santé (ARS):

« Le docteur Martine Aoustin est une des spécialistes de la privatisation de la santé en France. Sous Roselyne Bachelot, elle a eu la charge de la mise en place de la tarification à l'acte, qui demande aux médecins de privilégier les actes les plus rentables. Aujourd'hui, en privilégiant une clinique à l'hôpital, elle continue son travail de sape de la santé publique. Nous, au Front de gauche, nous avons toujours défendu les services publics et sommes toujours du côté de ceux qui luttent. En tant que contribuables, nous avons participé au financement de l'hôpital d'Agde, par le biais de nos impôts. Nous, travailleurs, payons notre système de santé par le biais des cotisations sociales. Nous devons avoir le droit de choisir le lieu où nous nous ferons soigner. C'est pour ces raisons que le front de gauche d'Agde invite les Agathois à rejoindre et à signer la pétition du Collectif de défense de l'hôpital. »